

## Etats financiers annuels de SICAV

### FIDELITY OBLIGATIONS SICAV

FIDELITY OBLIGATIONS SICAV publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **4 mai 2018**. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes DELTA CONSULT représenté par M. Moez AKROUT.

#### **.BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017**

(Montants exprimés en dinars)

<b>ACTIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Portefeuille-titres</b>	4	157 540 814	170 402 031
Obligations et valeurs assimilées		150 363 361	161 947 318
Titres OPCVM		7 177 453	8 454 713
<b>Placements monétaires et disponibilités</b>		63 407 683	51 947 631
Placements monétaires	5	47 154 079	49 904 105
Disponibilités		16 253 604	2 043 526
<b>Créances d'exploitation</b>	6	81 130	472 292
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>221 029 627</b>	<b>222 821 954</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Opérateurs créditeurs</b>	7	482 313	499 567
<b>Autres créditeurs divers</b>	8	18 071	19 151
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>500 384</b>	<b>518 718</b>
<b>ACTIF NET</b>			
<b>Capital</b>	9	212 839 347	214 171 364
<b>Sommes distribuables</b>			
Sommes distribuables des exercices antérieures		784	1 302
Sommes distribuables de l'exercice		7 689 112	8 130 570
<b>ACTIF NET</b>		<b>220 529 243</b>	<b>222 303 236</b>
<b>TOTAL PASSIF ET ACTIF NET</b>		<b>221 029 627</b>	<b>222 821 954</b>

## ETAT DE RESULTAT

(Montants exprimés en dinars)

	Note	Année 2017	Année 2016
<b>Revenus du portefeuille-titres</b>	10	<b>8 224 524</b>	<b>8 874 264</b>
Revenus des obligations et valeurs assimilées		7 969 047	8 617 378
Revenus des titres OPCVM		255 477	256 886
<b>Revenus des placements monétaires *</b>	11	<b>2 381 692</b>	<b>1 752 977</b>
<b>Revenus des prises en pension *</b>	12	<b>47 811</b>	<b>172 760</b>
<b>TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS</b>		<b>10 654 027</b>	<b>10 800 001</b>
<b>Charges de gestion des placements</b>	13	(1 976 506)	(2 051 154)
<b>REVENU NET DES PLACEMENTS</b>		<b>8 677 521</b>	<b>8 748 847</b>
<b>Autres charges</b>	14	(225 417)	(236 046)
<b>Contribution conjoncturelle</b>	15	(638 460)	-
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>7 813 644</b>	<b>8 512 801</b>
Régularisation du résultat d'exploitation		(124 532)	(382 231)
<b>SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE</b>		<b>7 689 112</b>	<b>8 130 570</b>
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		124 532	382 231
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		103 734	86 521
Plus (ou moins) values réalisées sur cession des titres		39 760	39 507
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>7 957 138</b>	<b>8 638 829</b>

(\* ) Retraités pour les besoins de la comparaison, les revenus des prises en pension présentés initialement au niveau de la rubrique "revenus des placements monétaires ", ont été reclassés sous une rubrique spécifique.

## ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars)

	Année 2017	Année 2016
<b>VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>7 957 138</b>	<b>8 638 829</b>
Résultat d'exploitation	7 813 644	8 512 801
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	103 734	86 521
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	39 760	39 507
<b>DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES</b>	<b>(7 375 265)</b>	<b>(8 199 241)</b>
<b>TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL</b>	<b>(2 355 866)</b>	<b>(5 760 769)</b>
<b>Souscriptions</b>		
- Capital	378 760 303	419 621 267
- Régularisation des sommes non distribuables	74 304	81 626
- Régularisation des sommes distribuables	12 485 824	13 197 841
<b>Rachats</b>		
- Capital	(380 237 155)	(424 145 984)
- Régularisation des sommes non distribuables	(72 963)	(82 959)
- Régularisation des sommes distribuables	(13 366 179)	(14 432 560)
<b>VARIATION DE L'ACTIF NET</b>	<b>(1 773 993)</b>	<b>(5 321 181)</b>
<b>ACTIF NET</b>		
En début de l'exercice	222 303 236	227 624 417
En fin de l'exercice	220 529 243	222 303 236
<b>NOMBRE D'ACTIONS</b>		
En début de l'exercice	2 113 068	2 157 736
En fin de l'exercice	2 098 497	2 113 068
<b>VALEUR LIQUIDATIVE</b>	<b>105,089</b>	<b>105,204</b>
<b>TAUX DE RENDEMENT</b>	<b>3,55%</b>	<b>3,70%</b>

**NOTES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS**  
**LE 31 DECEMBRE 2017**

**NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE**

FIDELITY OBLIGATIONS SICAV est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du Code des Organismes de Placement Collectif. Elle a été créée le 29 Mars 2002 à l'initiative de la société « MAC-SA » et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 25 Décembre 2001.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, FIDELITY OBLIGATIONS SICAV bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

La gestion de FIDELITY OBLIGATIONS SICAV est confiée à la société d'intermédiation en Bourse MAC-SA, le dépositaire étant AMEN BANK.

**NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS**

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2017, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

**NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES**

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

**3.1-Prise en compte des placements et des revenus y afférents**

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le gestionnaire.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les dividendes relatifs aux titres OPCVM sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

### **3.2-Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées**

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs similaires sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et la maturité insuffisante de la courbe de taux des émissions souveraines publiée en décembre 2017, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 décembre 2017, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation des composantes du portefeuille des obligations et valeurs assimilées de la société figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations et valeurs assimilées ont été évalués, au 31 décembre 2017, au coût amorti, compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

### **3.3-Evaluation des titres OPCVM**

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

### **3.4-Evaluation des autres placements**

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

### **3.5-Cession des placements**

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

### 3.6- Opérations de pensions livrées

- **Titres mis en Pension**

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan sous une rubrique distincte parmi le portefeuille titres, « Titres mis en pension ».

La dette correspondant à la somme reçue du cessionnaire et devant être restituée à l'issue de la pension est également individualisée et présentée sous une rubrique spécifique au passif du bilan, « Dettes sur opérations de pensions livrées ».

Les mêmes règles d'évaluation des placements et de prise en compte des revenus y afférents développés dans les paragraphes précédents, sont applicables aux titres donnés en pension.

Sont considérés des intérêts, les revenus résultant de la différence entre le prix de rétrocession et le prix de cession au titre des opérations de pensions livrées.

Ainsi, la SICAV procède à la constatation de la charge financière représentant les intérêts courus qui devraient être versés au cessionnaire sous une rubrique distincte de l'état de résultat « Intérêts des mises en pensions ».

- **Titres reçus en Pension**

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits à l'actif au niveau du portefeuille titres. La créance correspondant à la somme due au cédant est individualisée et présentée parmi les placements monétaires sous la rubrique « Créances sur opérations de pensions livrées ».

Les rémunérations y afférentes sont inscrites à l'état de résultat sous une rubrique spécifique « Revenus des prises en pension ».

#### **Note 4 : Portefeuille-titres**

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2017 à D : 157.540.814 et se détaille ainsi :

Désignation du titre	Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2017	% Actif net
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>		<b>145 445 519</b>	<b>150 363 361</b>	<b>68,18%</b>
<b>Obligation de sociétés</b>		<b>82 990 568</b>	<b>85 495 744</b>	<b>38,77%</b>
AB SUB 2008-01 A	20 000	799 880	825 512	0,37%
AB SUB 2008-01 A	15 000	599 910	619 134	0,28%
AB SUB 2008-01 B	20 000	1 100 000	1 137 968	0,52%
AB SUB 2009 TF 5.45%	10 000	466 460	471 644	0,21%
AB SUB 2009 TV TMM+0.85%	60 000	2 798 988	2 833 320	1,28%
AB SUB 2010 TV TMM+0.85%	80 000	4 265 553	4 334 941	1,97%
AB SUB 2010 TV TMM+0.85%	10 000	533 194	541 868	0,25%
AB SUB 2011/1 TF	25 000	1 000 000	1 012 960	0,46%

AB SUB 2011/1 TV TMM+1%	25 000	1 000 000	1 013 240	0,46%
AB SUB 2012 TF 6.25%	12 000	600 000	608 717	0,28%
AB SUB 2012 TV TMM+1.3%	38 000	1 900 000	1 928 819	0,87%
AB SUB 2014 7.35% A	20 000	1 200 000	1 259 536	0,57%
AB SUB 2014 7.35% A	20 000	1 200 000	1 259 536	0,57%
AB SUB 2014 7.35% A	10 000	600 000	629 768	0,29%
AB SUB 2016-1 A 7.4%	20 000	1 600 000	1 610 640	0,73%
AB SUB 2016-1 A 7.4%	10 000	800 000	805 320	0,37%
AB SUB 2016-1 A 7.4%	10 000	800 000	805 320	0,37%
AB SUB 2017-1 A 7.4%	5 000	500 000	519 948	0,24%
AIL 2014-1 TF 7.3%	10 000	400 000	409 856	0,19%
ATB 2007/1	50 000	3 000 000	3 103 360	1,41%
ATB 2007/1 B TMM+1.25%	30 000	1 125 000	1 159 680	0,53%
ATB SUB 2009 A2	20 000	500 000	514 528	0,23%
ATB SUB 2009 B1	5 000	350 000	359 884	0,16%
ATB SUB 2009 B2	10 000	799 990	823 327	0,37%
ATB SUB 2009 TV TMM+0.75%	20 000	500 000	514 528	0,23%
EO SUBORDONNE ATL 2008	15 000	300 000	306 072	0,14%
ATL 2011 TF 6.25%	5 000	200 000	208 820	0,09%
ATL 2011 TF 6.25%	5 000	200 000	208 820	0,09%
ATL 2011 TF 6.25%	2 100	84 000	87 704	0,04%
ATL 2013-1 TF 6.8%	10 000	600 000	622 712	0,28%
ATL 2013-1 TF 6.8%	10 000	600 000	622 712	0,28%
ATL 2013-1 TF 6.8%	2 000	120 000	124 542	0,06%
ATL 2013-2 TF 7.2%	20 000	1 200 000	1 208 892	0,55%
ATL 2013-2 TF 7.2%	5 000	300 000	302 224	0,14%
ATL 2013-2 TF 7.2%	5 000	300 000	302 224	0,14%
ATL 2014/1 TF 7.3%	5 000	200 000	209 280	0,09%
ATL 2014/1 TF 7.3%	10 000	400 000	418 560	0,19%
ATL 2014/2 B TF 7.2%	5 000	200 000	207 164	0,09%
ATL 2014/2 B TF 7.2%	5 000	200 000	207 164	0,09%
ATL 2014/2 C TF 7.35%	5 000	400 000	414 628	0,19%
ATL 2014/2 C TF 7.35%	5 000	400 000	414 628	0,19%
ATL 2015/1 TF 7.65%	5 000	300 000	308 652	0,14%
ATL 2015/2 CAT A TF 7.5%	5 000	400 000	420 252	0,19%
ATL 2015/2 CAT A TF 7.5%	5 000	400 000	420 252	0,19%
ATL 2015/2 CAT C TF 7.75%	5 000	500 000	526 160	0,24%
ATL 2015/2 CAT C TF 7.75%	5 000	500 000	526 160	0,24%
ATL 2017/1 CAT A TF 7.55%	5 000	500 000	524 160	0,24%
ATL 2017/1 CAT A TF 7.55%	2 500	250 000	262 080	0,12%

ATL 2017/1 CAT CTF 7.8%	5 000	500 000	524 960	0,24%
ATL 2017/1 CAT CTF 7.8%	2 500	250 000	262 480	0,12%
ATL 2017-2 A 7.65%	5 000	500 000	500 587	0,23%
ATL 2017-2 C 7.95%	5 000	500 000	500 610	0,23%
ATL SUB2017 TF 7.9%	15 000	1 500 000	1 520 004	0,69%
ATTIJ BANK SUB2015A 7.4%	4 000	240 000	242 451	0,11%
ATTIJ BANK SUB2017-1_5A_7.4%	7 000	700 000	724 410	0,33%
ATTIJ BANK SUB2017-1_5A_7.4%	20 000	2 000 000	2 069 740	0,94%
ATTI LEAS 2014/1 TF7.2%B	4 000	160 000	165 302	0,07%
ATTI LEAS 2014/1 TF7.35%C	3 500	280 000	289 472	0,13%
ATTIJ LEAS 2014 CAT A 7.5%	2 500	100 000	100 098	0,05%
ATTIJ LEAS 2014 CATB 7.75%	2 500	200 000	200 204	0,09%
ATTIJ LEAS 2015-2 A 7.7%	2 000	120 000	120 142	0,05%
ATTIJ LEAS 2016/1 C A 7.5%	2 500	200 000	205 294	0,09%
ATTIJ LEAS 2016/1 CB 7.75%	2 500	250 000	256 836	0,12%
BH 2013/1 TF 6.8%	2 000	85 600	87 986	0,04%
BH 2013-1 TF 6.80%	10 000	428 168	439 987	0,20%
BH SUB 2016/1 TF 7.4%	15 000	1 200 000	1 246 713	0,57%
BNA SUB 2017-1_7.4%	20 000	2 000 000	2 071 360	0,94%
BTE 2009 TF 5.25%	15 000	300 000	303 732	0,14%
BTE 2010 CA TF 5.2%	10 000	300 000	303 624	0,14%
BTE 2010 CB TF 5.85%	16 500	1 072 500	1 087 073	0,49%
BTE 2011 B TF 6.25%	6 000	450 000	470 098	0,21%
BTE 2011 B TF 6.25%	20 000	1 500 000	1 566 992	0,71%
BTE 2011 B TF 6.25%	5 000	375 000	391 748	0,18%
BTK 2012/1 TF 6.30%	20 000	571 500	575 212	0,26%
BTK 2012-1 TF 6.30%	1 500	42 863	43 141	0,02%
BTK 2014/1 A TF 7.35%	5 000	200 000	200 548	0,09%
CHO 2009 TV TMM+1%	6 000	150 000	150 878	0,07%
CHO COMPANY 2009 TV TMM+1	3 000	112 500	117 710	0,05%
CIL 2008 TV TMM+1.5%	20 000	800 000	838 912	0,38%
CIL 2012/2 TF 6.5%	5 000	100 000	104 460	0,05%
CIL 2012/2 TF 6.5%	5 800	116 000	121 174	0,05%
CIL 2013/1 TF 7.25%	5 000	300 000	301 240	0,14%
CIL 2013/1 TF 7.25%	2 500	150 000	150 620	0,07%
CIL 2013/1 TF 7.25%	2 500	150 000	150 620	0,07%
CIL 2014/1 TF 7.20%	10 000	400 000	410 728	0,19%
CIL 2015/1 TF 7.65%	5 000	300 000	310 060	0,14%
CIL 2015/2 TF 7.65%	4 000	240 000	242 534	0,11%
CIL 2016/1 TF 7.50%	7 000	560 000	581 174	0,26%
CIL 2016/2 TF 7.50%	4 000	400 000	421 040	0,19%

CIL 2016/2 TF 7.50%	3 000	300 000	315 780	0,14%
CIL 2017-1_7.6%	3 000	300 000	309 396	0,14%
HL 2013/1 TF 6.9%	20 000	400 000	413 856	0,19%
HL 2013/1 TF 6.9%	500	9 996	10 345	0,00%
HL 2013/2 TF 7.2% A	10 000	400 000	419 376	0,19%
HL 2013/2 TF 7.35%	20 000	1 600 000	1 679 136	0,76%
HL 2014/1 7.65% A TF	5 000	200 000	202 112	0,09%
HL 2014/1 7.8% B TF	5 000	400 000	404 308	0,18%
HL 2014/1 CAT A 7.65%	15 000	600 000	606 336	0,27%
HL 2014/1 CAT B 7.8%	15 000	1 200 000	1 212 924	0,55%
HL 2015/1 CAT B 7.8%	100	10 000	10 423	0,00%
HL 2017-01 CAT B 7.85% .	500	50 000	52 796	0,02%
HL 2017-2 7.65% A TF	5 000	500 000	514 672	0,23%
HL 2017-2 7.85% B TF	5 000	500 000	515 056	0,23%
HL 2017-2 7.85% B TF	15 000	1 500 000	1 545 168	0,70%
HL SUB 2015/1 CAT A 7.72%	2 500	150 000	150 888	0,07%
HL SUB 2015/1 CAT B 7.92%	2 500	250 000	251 518	0,11%
MEUBLATEX 2015 TF 7.85%	10 000	1 000 000	1 030 112	0,47%
MODERN LEASING 2012 TF 6.5%	5 000	300 000	313 464	0,14%
SERVICOM 2012 TF 6.9%	2 500	50 000	52 156	0,02%
SERVICOM 2012 TF 6.9%	1 500	30 000	31 294	0,01%
SERVICOM 2016 TF 8.2%	2 000	200 000	205 069	0,09%
STB 2008/1	50 000	3 200 000	3 315 240	1,50%
STB 2008/2	40 000	2 000 000	2 089 760	0,95%
STB 2010/1 TV TMM+0.7%	25 000	750 000	776 344	0,35%
STB 2011 TF 6.1%	20 000	571 000	596 872	0,27%
TL 2013/1 TF 7.25%	6 000	360 000	365 150	0,17%
TL 2013/1 TF 7.25%	4 000	240 000	243 434	0,11%
TL 2013-2 TF 7.6%	10 000	800 000	843 840	0,38%
TL 2014-1 TF 7.2%	10 000	400 000	415 656	0,19%
TL 2015-1 CAT B TF 7.85%	10 000	1 000 000	1 039 744	0,47%
TL 2015-2 CAT A TF 7.50%	5 000	400 000	419 792	0,19%
TL 2015-2 CAT B TF 7.75%	5 000	500 000	525 564	0,24%
TL SUB 2016 TF 7.6%	2 500	250 000	262 744	0,12%
TL SUB 2016 TF 7.85%	2 500	250 000	263 162	0,12%
UIB 2011/1 TF 6.3% B	15 000	1 050 000	1 068 564	0,48%
UIB 2011/2 TF 5.9%	20 000	571 027	595 820	0,27%
UIB 2011/2 TF 5.9%	2 000	57 103	59 582	0,03%
UIB 2012/1 TF6.3% CAT A	7 500	321 336	337 102	0,15%
UIB SUB 2016 TF 7.4% CAT A	20 230	2 023 000	2 141 127	0,97%
UNIFACTOR 2013 TF 7%	10 000	200 000	202 424	0,09%
UNIFACTOR 2013 TF 7%	7 000	140 000	141 697	0,06%
UNIFACTOR 2013 TF 7%	2 000	40 000	40 485	0,02%
UNIFACTOR 2015 TF 7.45%	1 000	80 000	84 023	0,04%

UNIFACTOR 2015 TF 7.45%	5 000	400 000	420 116	0,19%
UNIFACTOR 2015 TF 7.45%	5 000	400 000	420 116	0,19%
UNIFACTOR 2015 TV TMM+2.5%	3 000	240 000	252 031	0,11%
<b>Emprunts national</b>		<b>1 444 237</b>	<b>1 503 406</b>	<b>0,68%</b>
EMPNAT 2014/CAT/C/2	10 000	875 000	898 744	0,408%
EMPNAT 2014/CAT/B	120 034	569 237	604 662	0,274%
<b>Bons du trésor assimilables</b>		<b>60 367 214</b>	<b>62 330 085</b>	<b>28,26%</b>
BTA 7 ANS 5.5% 10/2018	2 100	2 057 100	2 114 410	0,959%
BTA 10 ANS 5.5% 03/2019	18 400	18 696 200	19 091 526	8,657%
BTA 7 ANS 5.5% FEV 2020	3 000	2 887 500	3 080 639	1,397%
BTA 5.5% OCTOBRE 2020	2 500	2 404 450	2 482 916	1,126%
BTA 6 ANS 6% FEVRIER2022	2 000	1 916 600	2 020 385	0,916%
BTA 6.90 05/2022 (15 ANS)	5 417	5 943 481	5 807 962	2,634%
BTA 5.6% 08/2022 (12 ANS)	20 919	19 920 483	20 865 305	9,461%
BTA 10 ANS 6.3% MARS2026	2 000	1 892 200	1 987 392	0,901%
BTA 12 ANS 6.7% AVRIL2028	5 000	4 649 200	4 879 550	2,213%
<b>Bons du trésor zéro coupon</b>		<b>643 500</b>	<b>1 034 126</b>	<b>0,47%</b>
BTZC101210	1 200	643 500	1 034 126	0,469%
<b>Titres OPCVM</b>		<b>7 149 072</b>	<b>7 177 453</b>	<b>3,25%</b>
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	19 875	2 064 154	2 042 812	0,926%
FINA O SICAV	489	50 051	50 607	0,023%
GO SICAV	2 923	300 087	298 988	0,136%
MAXULA INVSTISSEMENT SICAV	9 976	1 027 556	1 050 992	0,477%
MAXULA PLACEMENT SICAV	4 949	510 253	514 661	0,233%
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	1 366	144 605	143 187	0,065%
SANADET SICAV	1 297	142 315	140 316	0,064%
UGFS BONDS FUNDS	164 621	1 706 032	1 719 466	0,780%
SICAV AXIS TRESORERIE	9 416	1 001 075	1 010 327	0,458%
MCP SAFE FUND	1 849	202 944	206 097	0,093%
<b>TOTAL</b>		<b>152 594 591</b>	<b>157 540 814</b>	<b>71,44%</b>
<b>Pourcentage par rapport au total actifs</b>				<b>70,70%</b>

Les mouvements enregistrés durant l'exercice 2017 sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	<u>Coût</u> <u>d'acquisition</u>	<u>Intérêts</u> <u>courus</u> <u>nets</u>	<u>Plus</u> <u>(moins)</u> <u>values</u> <u>latentes</u>	<u>Valeur</u> <u>au</u> <u>31 décembre</u>	<u>Plus</u> <u>(moins)</u> <u>values</u> <u>réalisées</u>
<b><u>Soldes au 31 décembre 2016</u></b>	<b>165 596 784</b>	<b>4 631 458</b>	<b>173 789</b>	<b>170 402 031</b>	
<b>* <u>Acquisitions de l'exercice</u></b>					
Obligations de sociétés	14 926 334			14 926 334	
Titres OPCVM	3 200 326			3 200 326	
<b>* <u>Remboursements et cessions de l'exercice</u></b>					
Annuités obligations de sociétés	(21 616 400)			(21 616 400)	15 209
Emprunt national	(409 607)			(409 607)	
Bons du trésor assimilables	(4 998 930)			(4 998 930)	(398 940)
Titres OPCVM	(4 103 916)			(4 103 916)	423 491
<b>* <u>Variations des plus ou moins values latentes</u></b>					
Titres OPCVM			(373 671)	(373 671)	
Bon du trésor assimilables			477 405	477 405	
<b>* <u>Variations des intérêts courus</u></b>					
		37 242		37 242	
<b><u>Soldes au 31 décembre 2017</u></b>	<b>152 594 591</b>	<b>4 668 700</b>	<b>277 523</b>	<b>157 540 814</b>	<b>39 760</b>

## Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2017 à D : 47.154.079 se détaillant comme suit :

		Garant	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2017	% actif net
<b><u>Billets de trésorerie émis par les sociétés cotées ou bénéficiant d'une notation:</u></b>			<b>792 180</b>	<b>798 612</b>	<b>0,36%</b>
BT UADH	au 08/01/2018 à 8,50%	pour 20 jours	547 932	549 276	0,25%
BT SITS	au 16/01/2018 à 8,20%	pour 130 jours	244 248	249 336	0,11%
<b><u>Comptes à terme</u></b>			<b>32 000 000</b>	<b>32 454 463</b>	<b>14,72%</b>
Placement au 10/01/2018 (au taux fixe 8,27%)		pour 3 mois	2 500 000	2 536 705	1,15%
Placement au 31/01/2018 (au taux fixe 5%)		pour 3 mois	9 000 000	9 061 151	4,11%
Placement au 31/01/2018 (au taux fixe 5%)		pour 5 mois	10 000 000	10 134 795	4,60%
Placement au 31/01/2018 (au taux fixe 5,05%)		pour 148 jours	1 000 000	1 013 061	0,46%
Placement au 13/03/2018 (au taux fixe 8,28%)		pour 3 mois	2 500 000	2 508 620	1,14%
Placement au 31/03/2018 (au taux fixe 7,4%)		pour 3 mois	2 000 000	2 002 271	0,91%
Placement au 25/02/2019 (au TMM+0,90%)		pour 5 ans	4 000 000	4 158 557	1,89%
Placement au 28/02/2019 (au TMM+0,90%)		pour 5 ans	1 000 000	1 039 303	0,47%
<b><u>Certificats de dépôt</u></b>			<b>13 669 962</b>	<b>13 901 004</b>	<b>6,30%</b>
Certificat de dépôt HL au 11/01/2018 (au taux de 6,29%)		pour 280 jours	4 813 438	4 993 023	2,26%
Certificat de dépôt HL au 17/01/2018 (au taux de 7,60%)		pour 100 jours	491 730	498 653	0,23%
Certificat de dépôt HL au 31/01/2018 (au taux de 7,60%)		pour 100 jours	1 966 921	1 989 930	0,90%
Certificat de dépôt QNB au 19/02/2018 (au taux de 6,23%)		pour 90 jours	493 866	496 637	0,23%
Certificat de dépôt HL au 27/02/2018 (au taux de 7,60%)		pour 90 jours	985 083	990 488	0,45%
Certificat de dépôt HL au 13/03/2018 (au taux de 7,60%)		pour 90 jours	985 083	988 186	0,45%
Certificat de dépôt HL au 14/03/2018 (au taux de 7,60%)		pour 100 jours	983 460	988 022	0,45%
Certificat de dépôt HL au 28/03/2018 (au taux de 7,60%)		pour 100 jours	1 966 921	1 971 469	0,89%
Certificat de dépôt HL au 04/04/2018 (au taux de 7,60%)		pour 100 jours	983 460	984 596	0,45%
<b>TOTAL</b>			<b>46 462 142</b>	<b>47 154 079</b>	<b>21,38%</b>
<b>Pourcentage par rapport au total des actifs</b>					<b>21,33%</b>

**Note 6 : Créances d'exploitation**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017 à D : 81.130, contre un solde de D : 472.292, à la même date de l'exercice 2016 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Retenues à la source sur coupons courus à l'achat des obligations et BTA	-	49 495
Intérêts à recevoir sur les dépôts à vue	11 553	17 256
Solde des souscriptions et des rachats de la dernière journée de décembre	64 085	398 294
Autres débiteurs	5 492	7 247
<b>Total</b>	<u><b>81 130</b></u>	<u><b>472 292</b></u>

**Note 7 : Opérateurs créditeurs**

Cette rubrique s'élève au 31/12/2017 à D : 482.313, contre D : 499.567, à la même date de l'exercice 2016 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Rémunération du gestionnaire	482 313	499 567
<b>Total</b>	<u><b>482 313</b></u>	<u><b>499 567</b></u>

**Note 8 : Autres créditeurs divers**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017 à D : 18.071, contre D : 19.151, au 31/12/2016 et s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Redevance du CMF	18 071	19 151
<b>Total</b>	<u><b>18 071</b></u>	<u><b>19 151</b></u>

## **Note 9 : Capital**

Les mouvements enregistrés sur le capital courant l'exercice 2017, se détaillent ainsi :

### **Capital au 31-12-2016**

Montant	214 171 364
Nombre de titres	2 113 068
Nombre d'actionnaires	3 273

### **Souscriptions réalisées**

Montant	378 760 303
Nombre de titres émis	3 736 945
Nombre d'actionnaires nouveaux	405

### **Rachats effectués**

Montant	(380 237 155)
Nombre de titres rachetés	(3 751 516)
Nombre d'actionnaires sortants	(681)

### **Autres mouvements**

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	103 734
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	39 760
Régularisation des sommes non distribuables	1 341

### **Capital au 31-12-2017**

Montant	212 839 347
Nombre de titres	2 098 497
Nombre d'actionnaires	2 997

**Note 10 : Revenus du portefeuille-titres**

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2017 à D : 8.224.524 contre D : 8.874.264 au 31 décembre 2016, se détaillant ainsi :

	Année 2017	Année 2016
<b><u>Revenus des obligations</u></b>	<b><u>4 938 144</u></b>	<b><u>4 828 601</u></b>
- Intérêts	4 938 144	4 828 601
<b><u>Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier</u></b>	<b><u>3 030 903</u></b>	<b><u>3 788 777</u></b>
- Intérêts des BTA et Emprunt National	3 030 903	3 788 777
<b><u>Revenus des titres OPCVM</u></b>	<b><u>255 477</u></b>	<b><u>256 886</u></b>
- Dividendes	255 477	256 886
<b>TOTAL</b>	<b>8 224 524</b>	<b>8 874 264</b>

**Note 11 : Revenus des placements monétaires**

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2017 au D : 2.381.692 contre D : 1.752.977 au 31 décembre 2016, se détaillant ainsi :

	Année 2017	Année 2016
Intérêts des billets de trésorerie	136 163	165 304
Intérêts des comptes à terme	1 441 691	854 654
Intérêts des dépôts à vue	85 320	96 599
Intérêts des certificats de dépôt	717 189	632 701
Autres	1 329	3 719
<b>TOTAL</b>	<b>2 381 692</b>	<b>1 752 977</b>

**Note 12 : Revenus des prises en pension**

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2017 à D : 47.811, contre D : 172.760 au 31 décembre 2016 et représente les intérêts perçus au titre des opérations de prises en pensions.

**Note 13 : Charges de gestion des placements**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017 à D : 1.976.506, contre D : 2.051.154 au 31 décembre 2016, et se détaille ainsi :

	<b>Année 2017</b>	<b>Année 2016</b>
Rémunération de gestionnaire	1 976 506	2 051 154
<b>TOTAL</b>	<b>1 976 506</b>	<b>2 051 154</b>

**Note 14 : Autres charges**

Les autres charges s'élèvent au 31/12/2017 à D : 225.417 contre D : 236.046 au 31 décembre 2016, et se détaillent ainsi :

	<b>Année 2017</b>	<b>Année 2016</b>
Redevance du CMF	223 334	231 769
Services bancaires et assimilés	2 083	4 277
<b>TOTAL</b>	<b>225 417</b>	<b>236 046</b>

**Note 15 : Contribution conjoncturelle**

L'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017, a institué au profit du budget de l'Etat et au titre de l'année 2017, une contribution conjoncturelle exceptionnelle (CCE) due par les entreprises et les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ainsi que celles qui en sont exonérées.

Il s'ensuit que malgré son exonération de l'impôt sur les sociétés, la société «FIDELITY OBLIGATIONS SICAV» se trouve dans le champ d'application des dispositions de l'article 48 précité.

En application de la prise de position de la Direction Générale des Etudes et de la Législation Fiscale (DGELF) n°230 du 4 janvier 2017, et malgré le fait qu'elle soit assise sur le résultat d'exploitation de l'exercice clos le 31 décembre 2016 (au taux de 7,5%), la charge encourue au titre de la CCE, s'élevant à D : 638.460, a été rattachée, par abonnement quotidien à l'exercice 2017.

Le cumul de la contribution prise en charge au 31 décembre 2017 qui s'élève à D : 638.460, a été liquidé le 27 décembre 2017.

## Note 16 : Autres informations

### 16.1. Données par action et ratios pertinents

<u>Données par action</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Revenus des placements	5,077	5,111	5,505	5,356	5,223
Charges de gestion des placements	(0,942)	(0,971)	(0,974)	(0,949)	(0,980)
<b>Revenus net des placements</b>	<u>4,135</u>	<u>4,140</u>	<u>4,531</u>	<u>4,407</u>	<u>4,243</u>
Autres charges	(0,107)	(0,112)	(0,110)	(0,107)	(0,111)
Contribution conjoncturelle	(0,304)	-	-	-	-
<b>Résultat d'exploitation (1)</b>	<u>3,723</u>	<u>4,029</u>	<u>4,420</u>	<u>4,300</u>	<u>4,133</u>
Régularisation du résultat d'exploitation	(0,059)	(0,181)	(0,225)	(0,103)	(0,218)
<b>Sommes distribuables de l'exercice</b>	<u>3,664</u>	<u>3,848</u>	<u>4,196</u>	<u>4,197</u>	<u>3,914</u>
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	0,049	0,041	0,015	0,017	(0,007)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	0,019	0,019	(0,193)	(0,240)	(0,214)
<b>Plus (ou moins) valeurs sur titres (2)</b>	<u>0,068</u>	<u>0,060</u>	<u>(0,178)</u>	<u>(0,223)</u>	<u>(0,221)</u>
<b>Résultat net de l'exercice (1) + (2)</b>	<u>3,792</u>	<u>4,088</u>	<u>4,242</u>	<u>4,076</u>	<u>3,912</u>
<b>Résultat non distribuable de l'exercice</b>	<u>0,068</u>	<u>0,060</u>	<u>(0,178)</u>	<u>(0,223)</u>	<u>(0,221)</u>
Régularisation du résultat non distribuable	0,001	(0,001)	0,022	0,011	0,008
<b>Sommes non distribuables de l'exercice</b>	<u>0,069</u>	<u>0,059</u>	<u>(0,156)</u>	<u>(0,212)</u>	<u>(0,213)</u>
Distribution de dividendes	<u>3,848</u>	<u>4,195</u>	<u>4,197</u>	<u>3,914</u>	<u>3,590</u>
Valeur liquidative	105,089	105,204	105,492	105,650	105,579
<b>Ratios de gestion des placements</b>					
Charges de gestion des placements / actif net moyen	0,90%	0,92%	0,92%	0,90%	0,93%
Autres charges / actif net moyen	0,10%	0,11%	0,10%	0,10%	0,11%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	3,48%	3,65%	3,97%	3,97%	3,71%

## **16.2. Rémunération du gestionnaire, du dépositaire et des distributeurs**

### **Rémunération du gestionnaire :**

La gestion de la "FIDELITY OBLIGATIONS SICAV" est confiée à la Société d'intermédiation en bourse "MAC-SA". Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération en hors taxes de 0,75% l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

### **Rémunération du dépositaire :**

L'« AMEN BANK», assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres, sa rémunération est prise en charge par le gestionnaire.

### **Rémunération des distributeurs :**

MAC-SA, AMEN BANK et QNB Tunisia assurent la distribution des titres de FIDELITY OBLIGATIONS SICAV. Les commissions de distribution revenant à AMEN BANK et QNB TUNISIA sont supportées par le gestionnaire. QNB TUNISIA assure la distribution des titres de FIDELITY OBLIGATIONS SICAV depuis le 25 mai 2017.

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017**

**I- RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS**

**Opinion**

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société «FIDELITY OBLIGATIONS SICAV», qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de D : 221.029.627, un actif net de D : 220.529.243 et un bénéfice de D : 7.957.138.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Paragraphes d'observation**

- Les disponibilités et les comptes à terme représentent au 31 Décembre 2017, 22,04% du total des actifs, se situant ainsi au-dessus du seuil de 20% fixé par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001.
- Nous attirons l'attention sur la note aux états financiers n°15 dont le contenu indique que, par référence à la prise de position de la Direction Générale des Etudes et de la Législation Fiscale (DGELF) n° 230 du 4 janvier 2017, la charge encourue par la Société «FIDELITY OBLIGATIONS SICAV» au titre de la contribution conjoncturelle exceptionnelle, instituée par l'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017, et dont le montant s'élève à D : 638.460, a été assise sur le résultat d'exploitation de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et rattachée, par abonnement quotidien, à l'exercice 2017.

Le cumul de la contribution prise en charge au 31 décembre 2017 qui s'élève à D : 638.460, a été liquidé le 27 décembre 2017.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

**Rapport de gestion**

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

#### ***Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers***

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

#### ***Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers***

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants

obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

## ***II- RAPPORT RELATIF A D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES***

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

### ***Efficacité du système de contrôle interne***

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis, le 17 avril 2018

**Le Commissaire aux Comptes :**

**DELTA CONSULT**

**Moez AKROUT**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AU TITRE  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

En application des dispositions de l'article 200 et suivants du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de vous informer que votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention entrant dans le cadre des dispositions de ces articles.

De notre côté, nous n'avons pas relevé au cours de nos investigations, d'opérations régies par les articles précités.

Tunis, le 17 avril 2018

**Le Commissaire aux Comptes :**

**DELTA CONSULT**

**Moez AKROUT**